



La Commune



Non à la sécession

Publié le samedi 07 juin 2008



Bolivie : vers le référendum du 10 août

La Bolivie et le gouvernement d'Evo Morales vivent des moments de tensions face aux tentatives de l'oligarchie et des grands propriétaires fonciers, des provinces de la région dénommée " croissant de lune ", soutenus par l'impérialisme américain, de défaire le processus révolutionnaire en cours par l'organisation de référendum sécessionnistes leur garantissant leurs privilèges.

Le dimanche 4 mai eut lieu le référendum sur l'autonomie dans la province de Santa Cruz, illégal parce qu'il ne s'appuyait sur l'aval d'aucune instance nationale habilitée à régir une telle question. Il a eu lieu sur décision politique de l'oligarchie régionale, qu'on a vu festoyer devant les caméras de télévision à l'annonce du résultat lui donnant 85 % des voix. La réalité est très différente. Premièrement parce que 40 % des électeurs n'ont pas voté et qu'environ 15 % ont voté contre ou se sont abstenus. Ce qui fait que plus de la moitié des habitants de la province de Santa Cruz n'a pas soutenu le projet séparatiste. Le Comité civique qui a organisé ce référendum s'est appuyé sur l'Union des Jeunesses de Santa Cruz, organisation de type fasciste, pour terroriser et frapper la population pauvre. L'Eglise, comme tant de fois par le passé, a pris position en sa faveur, le Cardinal Julio Terrazas a voté " oui " aggravant ainsi la crise politique. Mais, malgré cela, les paysans et les masses populaires multipliant les barrages routiers, élevant des barricades ont fait face de manière énergique au référendum. L'annonce, quelques jours avant, par Evo Morales de la renationalisation de Repsol (entreprise pétrolière) et de la Telefonica (entreprise de télécommunications) a renforcé la confiance et la détermination de ses partisans contre les sécessionnistes.

Référendum " révocatoire "

Le 12 mai Evo Morales a décidé de soumettre son mandat et celui des neuf gouverneurs du pays à référendum le 10 août. Ce jour là, les Boliviens devront voter pour savoir si le Président, le vice-président et les gouverneurs sont démis ou restent à leurs postes, alors qu'il leur restait encore deux ans et demi de mandat. Evo Morales sera révoqué si les votes contre lui sont supérieurs aux 53 % qu'il avait obtenus lors de son élection à la présidence de la République en décembre 2005. Un résultat qui va être difficile à atteindre pour l'oligarchie.

l'oligarchie autonomiste qui essaie d'en finir avec le processus révolutionnaire se retrouve face à ce problème et doit affronter une majorité indigène et populaire qui demande à Evo Morales plus de force et plus de décisions et également " tout ce qui est nécessaire " pour défendre le processus révolutionnaire pendant tous ces mois. Cette exigence des masses a conduit Evo Morales à nationaliser l'entreprise Transredes, filiale de la multinationale britannique Ashmore et de l'hollandaise Shell chargées du transport du gaz bolivien.

Le résultat des référendums dans les provinces de Pando et Beni, le dimanche 1er juin, sont similaires à ceux de la province de Santa Cruz, avec plus de 50 % d'habitants de ces provinces qui n'ont pas participé aux élections et 20% de votants contre. Ces deux provinces fournissent moins de 4% du PIB de la Bolivie, et ne représentent qu'un demi-million d'habitants sur un total de 9 millions. Plus importante du point de vue économique est la province de Tarija qui détient 85% des réserves en gaz du pays et qui doit voter le 22 juin dans ce référendum sécessionniste illégal.

Comment répondre ?

La seule façon pour préparer avec force la défaite de l'oligarchie au référendum du 8 août ne peut être qu'en prenant de nouvelles mesures pour mettre la richesse de la Bolivie, la terre, le pétrole et le gaz, aux mains du peuple. Il s'agit d'organiser une profonde réforme agraire et d'exproprier les entreprises de l'oligarchie qui a pris la tête du plan séparatiste. Il faut expulser de l'armée ceux qui ne veulent pas défendre le processus révolutionnaire ou qui soutiennent les autonomistes et donner tous les moyens nécessaires pour que les organisations indigènes, paysannes et ouvrières soient prêtes à défendre le processus révolutionnaire et l'unité du pays si l'oligarchie prétend poursuivre son plan.

Ce qui se joue en dernière analyse en Bolivie, c'est tout le processus de changement à l'échelle du continent latino-américain. Alors que l'impérialisme veut récupérer le contrôle sur tout ce continent, la meilleure façon d'approfondir le processus révolutionnaire passe par une défaite des séparatistes et des putschistes en Bolivie.